

FIL ROUGE

JS

Initiative pour l'avenir:
aux responsables
de la crise de payer!

PAGES 6-7

Votations

Oui au droit de vote à
l'échelle cantonale pour
les étranger·ères!

PAGE 5

ASSURANCE MALADIE: ON ETOUFFE!

La hausse des primes maladies
n'est plus tenable.

PAGES 3-4

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 24 – NOVEMBRE 2025



Comment recruter ? Repérer, encourager, convaincre

édito Le 8 mars prochain, les Vaudoises et les Vaudois éliront leurs conseils communaux et leurs municipalités. **C'est maintenant qu'on prépare cette victoire.** Chaque région, chaque section, chaque militant-e peut faire la différence. Regardons autour de nous: il y a sûrement quelqu'un-e qui partage nos idées mais qui n'ose pas encore s'engager. Parlons-lui. Disons-lui qu'il ou elle n'a pas besoin d'être expert-e. Qu'au PSV, on apprend ensemble, qu'on se soutient, qu'on agit collectivement. Et qu'on est plus heureux-se en agissant qu'en ronchonnant dans son canapé.

Que notre force, c'est la force du groupe, avec ce fil rouge qui relie nos luttes:

- **Le pouvoir d'achat**, pour une vraie sécurité économique pour tout le monde, avec des logements à prix abordables et des primes maladies supportables.
- **Les services publics**, pour l'égalité des droits, quelle que soit la région.
- **Le vivre-ensemble**, pour une société plus juste, où la solidarité n'est pas un vain mot.

Cher-e-s camarades, c'est à nous de tisser ce **fil rouge** dans chaque commune, dans chaque quartier, dans chaque rue. À nous de dire à nos proches, voisin-es, ami-es, passant-es, «vous en êtes capables!». A nous de les rassurer: ils et elles seront accompagné-es et ne seront jamais seul-es. A nous de les convaincre que leur expérience du terrain, leur regard sur leur village ou leur quartier sont précieux, que leur envie de justice ne doit pas rester en sommeil.

Aidons-les à faire le premier pas. Offrons-leur notre écoute, nos formations, notre confiance.

Agissons pour demain dès aujourd'hui, en allant chercher les forces vives qui seront la sève de notre parti dans les années à venir!

■ VIRGINIE PILAULT, VICE-PRÉSIDENTE DU PS VAUDOIS ET DÉPUTÉE SOCIALISTE AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant-es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur-trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Münger

Rédaction: Preeti Damon-Schaerer, Julia Dao, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Louis Mathieu, Frédéric Maye, Bernard Morel, Virginie Pilault, Simon Schönmann, Tamina Wicky

Editeur: Parti socialiste vaudois

Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne

Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch

Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepasteque.ch

Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs

Parutions: 4 parutions annuelles

Sommaire

édito Comment recruter ? Repérer, encourager, convaincre ► PAGE 2 — **poing fort** «Il faut davantage de transparence» | «Il faut reprendre le contrôle sur l'argent des primes» ► PAGES 3-4 — **votations** Oui aux droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici! | Oui au vote des Vaudois-es de l'étranger au Conseil des Etats! | Oui aux droits politiques pour les personnes sous curatelle! | Oui à l'Initiative pour l'avenir: aux responsables de la crise de payer! | Non au dumping salarial! ► PAGES 5-7 — **actualités** Convaincre dans les campagnes | Zohran Mamdani à la mairie de New York – Un maire pour la classe ouvrière ► PAGES 8-9 — **vie du parti** Billet du Grand Conseil ► PAGE 10 — **vie du parti** Retour sur le Repas de la Rose ► PAGE 11 — **portrait** Lara Marinelli ► PAGE 12



Brigitte Crottaz, conseillère nationale PS @PSV

«Il faut davantage de transparence»

interview Les coûts de la santé augmentent chaque année. Est-il possible de les freiner, voire de les faire baisser? Brigitte Crottaz décortique différentes possibilités pour y parvenir.

Est-ce illusoire de croire à une maîtrise, voire une baisse des coûts de la santé?

Différentes propositions avaient été faites à Alain Berset par un groupe d'experts lorsqu'il était en charge de la santé au Conseil Fédéral. Il en avait retenu trois ou quatre dans chacun des deux projets de maîtrise des coûts, mais elles avaient toutes été balayées au parlement en 2021 et 2024. Prenons l'exemple des factures de médecin dont le contrôle échoit aux compagnies d'assurances. Une analyse par Santé suisse des frais médicaux facturés entre 2017 et 2021 a été publiée en 2024. Il en est ressorti qu'un médecin avait comptabilisé des frais équivalant à 26 heures de travail par jour. C'est dire que le contrôle actuel des assurances pour éviter des surfacturations est largement insuffisant. La création d'une caisse unique cantonale permettrait d'être beaucoup plus efficace dans ce domaine et, par ailleurs, en mutualisant les réserves, de faire davantage de prévention et, donc d'éviter, à long terme, des actes médicaux coûteux.

Que dire du côté des pharmas et du prix des médicaments?

Le prix des médicaments

représente 25% des coûts de la santé. De toutes les entreprises suisses, c'est celles de la pharma qui réalisent les plus grosses marges bénéficiaires. Et elles veulent encore augmenter les prix en Suisse

«Nous avons un ratio d'environ 40% de généralistes et 60% de spécialistes. L'idéal serait d'inverser cette proportion.»

Brigitte Crottaz

pour pouvoir les baisser aux Etats-Unis. Or nous avons déjà en Suisse les prix parmi les plus élevés au monde tant sur les médicaments brevetés que sur les génériques. Davantage de transparence sur les prix s'impose, en particulier en ce qui concerne les coûts de recherche et de développement des médicaments car entre 20 et 25% proviennent d'un investissement public par le biais des grandes écoles. Mais les pharmas n'en tiennent pas du tout compte.

On évoque souvent le fait qu'il y a trop d'hôpitaux en Suisse et que cela influe sur les coûts de la santé. Qu'en dis-tu?

En proportion du nombre d'habitant-es, nous n'avons pas plus de lits d'hôpitaux que nos voisins européens, mais ils

sont répartis dans bien davantage d'établissements, ce qui entraîne des coûts supérieurs. Ce n'est pas très socialiste de soulever le problème du nombre d'hôpitaux, mais il faut admettre que le très grand

nombre d'hôpitaux peut participer à une baisse de la qualité des soins ainsi qu'à la de pénurie de soignant-es. Le canton de Vaud est le seul à avoir des collaborations intercantionales avec le Valais (hôpital Riviera-Chablais) et Fribourg (hôpital intercantonal de la Broye). Il serait souhaitable d'en avoir davantage en Suisse.

Tu évoquais plus haut la surfacturation. Peut-on envisager des économies du côté de la médecine, en particulier spécialisée?

La tarification à l'acte n'encourage pas à la sobriété et là, toute la médecine est concernée. On évalue à environ 30% les actes inutiles, encouragés par ce mode de tarification. Mais nous n'avons guère le pouvoir d'agir. Cela dit, il serait bien de valoriser la

médecine de premier recours. Actuellement, nous avons un ratio d'environ 40% de généralistes et 60% de spécialistes. L'idéal serait d'inverser cette proportion. On n'encourage malheureusement pas assez les jeunes à se tourner vers la médecine générale et on ne valorise pas les médecins de premier recours qui résolvent pourtant plus de 80% des problèmes de santé de la population pour seulement 8% des coûts totaux.

Vois-tu d'autres pistes à explorer?

On peut progresser dans la numérisation avec l'exploitation du dossier électronique du patient afin d'éviter certains doublons dans les actes médicaux. Je pense qu'il serait aussi possible de faire bouger les choses avec une assemblée citoyenne. Une première expérience a été menée en Suisse qui a réuni 200 personnes. Elles ont choisi de traiter du domaine de la santé et ont estimé que le plus important était de mettre en avant la prévention et la promotion de la santé en évoquant les méfaits que provoquent le tabac, l'alcool, le sucre notamment. Or la prévention, c'est des coûts en moins.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

«Reprendre le contrôle sur l'argent des primes»

assurance maladie Les primes de l'Assurance obligatoire des soins (AOS) ont encore une fois fait un bond en avant. Le PSS en concertation avec l'Union syndicale suisse (USS) et d'autres partenaires prépare une initiative populaire pour permettre la création de caisses publiques cantonales.



Pierre-Yves Maillard, conseiller aux Etats PS et président de l'USS et PSV

L Le 23 septembre, Elisabeth Baume-Schneider a dû se résoudre, comme les années précédentes et comme ses prédécesseur-es, à annoncer une hausse des primes de l'AOS pour l'année à venir: 4,4% en moyenne pour le pays, mais sensiblement plus dans certains cantons, surtout en Suisse romande. Un rituel qui lasse, qui fâche et qui met à mal les finances de plus en plus de ménages.

Dans la semaine qui a suivi, un sondage 20 Minuten/Tammedia faisait ressortir que pour un nombre toujours plus élevé de gens, les primes maladies deviennent de moins en moins supportables. Conséquence, une majorité de la population – 68% – se dit plutôt favorable à la création d'une caisse publique unique. Si c'était du côté des sympathisant-es socialistes et vert-es que les avis étaient les plus favorables, une majorité de sympathisant-es PLR et UDC se prononçait également dans ce sens. Et une majorité de gens, de gauche comme de droite, ne veut pas que le nombre d'hôpitaux diminue.

La caisse unique... Le sujet revient presque chaque automne. Rappelons qu'à deux reprises, en 2007 et 2014, une initiative populaire pour la

création d'une caisse publique unique a été refusée par le peuple: 71,2% de non en 2007 – seuls les cantons de Neuchâtel et du Jura avaient dit oui – et 61,8% en 2014 – Jura, Neuchâtel, Vaud et Genève avaient dit oui. Le sujet aurait-il davantage de chances d'obtenir une majorité maintenant? Pour Pierre-Yves Maillard, il est clair qu'il faut «changer le système pour pouvoir contrôler la répartition de l'argent».

6 milliards de plus qu'en 2023

«Chaque année, ce sont 35 milliards de francs issus des primes que gèrent les assurances, explique le Conseiller aux Etats et président de l'USS. En 2026, on aura payé 6 milliards de plus qu'en 2023. Et pendant ce temps, les hôpitaux publics font 1 milliard de déficit. Où passe l'argent des primes? Un montant trop élevé part dans la médecine spécialisée et dans les cliniques privées qui se concentrent sur les prestations les plus rentables.»

Le PSS, les syndicats et des associations préparent une initiative populaire, mais pas dans le même sens que celles de 2007 et 2014, et différente de celle du PSS qui veut que le montant de la prime soit déterminé en fonction du

revenu (voir encadré). L'idée est de permettre la création de caisses publiques cantonales. «Une prime unique fédérale n'a aucune chance car dans plusieurs cantons, elle augmenterait par rapport au système actuel, reprend Pierre-Yves Maillard. Avec des primes propres à chaque canton, on aura plus de chances. Mais pour créer des caisses publiques cantonales, il faut passer par une initiative fédérale car la loi actuelle de l'assurance maladie ne l'autorise pas. Et il faut conquérir la Suisse alémanique.»

Pierre-Yves Maillard ne cache pas que le texte de l'initiative est complexe à élaborer. «Nous voulons reprendre le contrôle des coûts et de la répartition de l'argent car tout le système de première ligne, les urgences, les hôpitaux de dernier recours souffrent d'un manque de moyens, relève-t-il. Nous souhaitons associer des associations et des syndicats de soignant-es ainsi que les partis politiques. Notre volonté est que ce texte soit prêt au début de l'année prochaine.»

■ BERNARD MOREL

Pour des primes en fonction du revenu

Le PSS ne désarme pas. En juin 2024, le peuple avait dit non à l'initiative pour que la prime d'assurance maladie ne dépasse pas le 10% du revenu, système en vigueur dans le canton de Vaud. Cet automne, il lance une nouvelle initiative pour que le montant de la prime soit lié au revenu, sur le modèle des cotisations AVS. Autrement dit, plus on est riche, plus la prime serait élevée. «Aujourd'hui, si une personne gagne un million de francs par an elle ne paie qu'environ 0,4% de son revenu en prime maladie, alors qu'une personne dans la classe moyenne en paie 12 ou 15%», relevait récemment Samuel Bendaïan sur le site de la RTS. Concrètement, le PS estime qu'une personne qui gagne 60'000 francs par an pourrait ainsi économiser jusqu'à 2400 francs. Cette initiative veut aussi rendre les primes gratuites pour les enfants jusqu'à 18 ans. Le texte a été approuvé au congrès du PS à Sursee le 25 octobre et la récolte des signatures devrait commencer début 2026. – B.M.

Oui aux droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici!

votation cantonale Le 30 novembre, les Vaudois-es se prononceront sur l'Initiative «Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici». Elle propose d'appliquer au niveau cantonal le régime actuellement en vigueur au niveau communal.

Le PSV appelle à voter OUI à l'Initiative «Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici». Elle s'inscrit dans une volonté claire de renforcer l'inclusion politique et la démocratie.

Un tiers de Vaudois-es interdit-es de vote

Aujourd'hui, les étranger-es sont totalement exclu-es de la vie politique cantonale. Un tiers des personnes vivant dans le canton – y travaillant, y payant leurs impôts, y élevant leurs enfants – ne peuvent pas se prononcer

lors de votes ou d'élections impactant leur vie quotidienne. L'initiative propose un dispositif simple et mesuré: accorder les droits politiques cantonaux aux personnes étrangères vivant en Suisse depuis au moins dix ans, et dans le canton depuis au moins trois ans. Ce seuil est le même qu'au niveau communal et garantit un lien fort avec la société vaudoise.

Une nécessité démocratique

L'exclusion de dizaines de milliers de résident-es du corps électoral affaiblit la légitimité

démocratique de nos institutions. Un système politique dans lequel une partie importante de la population n'a pas voix au chapitre est injuste. Par ailleurs, la naturalisation ne peut être le seul canal légitime pour accéder aux droits politiques. Elle dépend de choix personnels, de réalités administratives et, parfois, de contraintes insurmontables (double nationalité interdite, coûts élevés, procédures longues, discriminations).

Une possibilité de marquer l'Histoire

Le Canton de Vaud a déjà été historiquement un pionnier dans l'inclusion de toutes et tous les résident-es au corps électoral. C'est en effet le premier canton à accorder le droit de vote aux femmes en 1959. Le canton de Vaud a aujourd'hui l'opportunité d'être le premier Canton à donner le droit de vote et d'éligibilité aux étranger-es de Suisse.

Le PSV vous invite à voter OUI à l'Initiative «Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici».

■ TAMINA WICKY

Oui au vote des Vaudois-es de l'étranger au Conseil des Etats!

votation cantonale Le 30 novembre, les Vaudois-es voteront sur la modification constitutionnelle «Pour que les Vaudois-es, y compris de l'étranger, puissent élire les Conseiller-es aux Etats».

Le Parti socialiste vaudois appelle à voter OUI au projet de décret accordant aux Vaudois-es de l'étranger le droit de vote et d'éligibilité pour le Conseil des Etats.

Incohérence démocratique

Ce projet répond à une revendication portée par notre groupe parlementaire, notamment par Stéphane Montangero. Il corrige une incohérence démocratique: aujourd'hui,

les Suisses-ses de l'étranger peuvent élire leurs représentant-es au Conseil national, mais pas au Conseil des Etats, dont l'élection relève pourtant de la compétence cantonale. Le canton de Vaud doit mettre fin à cet archaïsme institutionnel.

Une possibilité de marquer l'Histoire

Le droit de vote ne doit pas être conditionné exclusivement à la résidence. L'attachement

à un canton dépasse la territorialité administrative: il s'agit d'une appartenance citoyenne, identitaire et politique. Nombre de Vaudois-es de l'étranger continuent à suivre la vie politique de leur canton d'origine et sont directement concerné-es par la politique étrangère de la Confédération, définie notamment par le Conseil des Etats. Quant à l'éligibilité, la proposition est raisonnable: elle la rend possible à condition de

résider dans le canton en cas d'élection, ce qui garantit un lien effectif avec la population vaudoise.

Le PSV vous invite à voter OUI à la modification constitutionnelle «Pour que les Vaudois-es, y compris de l'étranger, puissent élire les Conseiller-es aux Etats».

■ TAMINA WICKY

Oui aux droits politiques pour les personnes sous curatelle!

votation cantonale Nous voterons le 30 novembre sur une modification constitutionnelle supprimant le retrait des droits politiques aux personnes sous curatelle de portée générale.

Le Parti socialiste vaudois appelle à voter OUI au projet de décret visant à supprimer le retrait systématique des droits politiques cantonaux aux personnes placées sous curatelle de portée générale pour cause d'incapacité

durable de discernement.

Une mesure pour l'égalité et la dignité

La réforme met fin à une discrimination fondamentale que vivent des Vaudois-es déjà stigmatisé-es en raison

de troubles psychiques ou cognitifs. Aujourd'hui, elles sont automatiquement exclues du corps électoral lorsqu'elles sont placées sous une curatelle de portée générale pour incapacité durable de discernement. Pourtant la capacité

de discernement analysée pour prononcer une curatelle concerne la gestion des affaires administratives, et pas la capacité à se forger une opinion. La législation actuelle contrevient à la Convention de l'ONU relative aux droits des

Oui à l'Initiative pour l'avenir: aux responsables de la crise de payer!



Remise des signatures au Palais fédéral le 8 février 2024 ©sda

votation fédérale C'est tremblotants que les milieux économiques et la droite nous rappelaient déjà l'échéance il y a un an: le 30 novembre prochain, nous nous prononcerons sur l'Initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste. On fait le point.

Ce texte, rejeté par le Parlement, vise à instaurer un impôt de 50% sur les successions qui dépassent une franchise de 50 millions pour le réinjecter dans la politique climatique. Il part du postulat que ce sont les ultra-riches qui doivent payer pour la lutte contre la crise climatique, car ce sont elles-eux qui polluent le plus, que ce soit par leurs consommations directes, les entreprises qu'elles-ils détiennent, leurs investisse-

ments, ou encore via le poids médiatique qu'elles-ils ont.

Les individus du pourcent le plus riche en Suisse génèrent ainsi en moyenne 21,5 fois la quantité de CO₂ émise par les personnes à faible revenu, sont davantage à l'abri de ses effets néfastes et en font même une source de profits supplémentaire. Elles et eux qui légitimement sans cesse leur fortune par le bien commun auraient donc un réel moyen d'y contribuer avec cet impôt.

Ces six milliards annuels supplémentaires environ pour la protection du climat permettraient de financer des mesures socialement justes, telles que des programmes de sécurisation de places de travail et de formation continue, le développement de la mobilité durable ou encore des programmes de rénovation des bâtiments. Des mesures sur lesquelles la Suisse est bien trop passive.

Diabolisée par la droite, mais pragmatique

Si la droite crie au soviétisme bien qu'elle ne croie pas au succès du texte dans les urnes, c'est qu'il risque de remplir son objectif premier: induire une prise de conscience sur les inégalités économiques croissantes dans notre pays et leurs conséquences, pour ainsi couper court au greenwashing et à la responsabilité individuelle qu'il suggère. Le clivage risque d'être d'autant plus virulent

personnes handicapées, que la Suisse a ratifiée. Deux choix s'offrent au Canton pour la respecter: analyser au cas par cas la capacité des personnes concernées à se forger une opinion ou supprimer leur exclusion du corps électoral. La réforme proposée est pragmatique et permettrait au canton de Vaud de respecter ces engagements internationaux.

1'400 Vaudois-es

Cette réforme concerne environ 1'400 Vaudois-es (moins de 0,2 % du corps électoral). Ces personnes sont accompagnées, souvent actives, et désireuses de s'exprimer politiquement. Elles l'ont montré lors de

manifestations, de rencontres avec le Conseil d'Etat et de la première Session nationale des personnes handicapées en 2023. A chaque fois, les personnes concernées ont réclamé la suppression de cette discrimination. Le projet ne crée pas un droit obligatoire: celles et ceux qui ne souhaitent pas participer n'en feront simplement pas usage – comme beaucoup d'électeur-ices aujourd'hui.

Faible risque de captation

L'argument selon lequel ces personnes pourraient être manipulées relève du préjugé. Ce n'est pas un problème dans les cantons ayant adopté cette mesure comme Genève. Des soup-

çons de captation de suffrages existent déjà dans d'autres contextes – notamment celui de la famille – sans remise en cause du suffrage universel. Le risque est faible et encadré par des sanctions. Il ne justifie pas une privation aussi lourde de droits fondamentaux.

La politique n'est pas l'affaire d'expert-es

Cette réforme affirme une idée fondamentale du suffrage universel: nul n'a à prouver qu'il mérite le droit de vote. Refuser cette réforme, c'est maintenir une inégalité, nier la capacité citoyenne d'individus qui veulent s'engager, et manquer une occasion d'élargir

le cercle démocratique à une population invisibilisée. Le PSV appelle donc à soutenir ce projet au nom de la justice, de l'inclusion et de l'universalité des droits démocratiques.

Le PSV vous invite à voter OUI à la modification des articles 74, 142 de la Constitution vaudoise et de l'ajout de l'article 179 d visant à octroyer les droits politiques aux personnes sous curatelle de portée générale pour cause d'incapacité durable de discernement.

■ TAMINA WICKY

que le projet de loi n'a rien de radical. Durant la récolte de signatures, on nous a souvent reproché de ne cibler que 2500 personnes dans le pays.

La redondante et maintes fois réfutée théorie du ruissellement nous a bien été lancée par des sympathisant-es de l'autre bord politique, de même que le risque d'exil fiscal. Si l'initiative prévoit des mesures pour contrer ce phénomène qui selon toute vraisemblance serait résiduel, les riches appréciant avant tout la stabilité et la qualité de vie du pays, nous sommes en droit de leur rétorquer «quelle indignité!», que celle de chercher par tous les moyens à éviter le financement du bien public lorsqu'on détient de telles fortunes.

Votons oui

Alors, parce qu'il est temps de planifier la réparation des dégâts environnementaux et que la crise n'est pas alimentée par «les pauvres avec leurs SUV» (malgré ce qu'on m'a affirmé), nous avons toutes les raisons d'inscrire un oui sur notre bulletin le 30 novembre. **Le PSV vous invite à voter OUI à l'Initiative «Pour l'avenir».**

■ SIMON SCHÖNMANN

Non au dumping salarial!

votation fédérale Le 30 novembre, nous voterons sur l'initiative «Pour une Suisse qui s'engage» (IN service citoyen) qui veut instaurer le service obligatoire pour les femmes et les hommes.

A première vue, l'initiative peut paraître attrayante en mettant en avant la participation à la vie collective. Mais derrière cette façade, le texte soulève de réelles inquiétudes. L'initiative invisibilise l'équivalent de CHF 248 mia de travail non rémunéré des femmes dans les soins et les tâches domestiques. Le PS vaudois a choisi de s'y opposer et de défendre une alternative plus sociale et respectueuse des droits fondamentaux.

Une initiative problématique et antisociale

En rendant obligatoire un «service citoyen», l'initiative ouvre la voie à des formes de travail contraint, mal rémunéré et potentiellement en violation de l'interdiction du travail forcé inscrite dans la Convention européenne des droits de l'homme. Les secteurs des

soins, de l'éducation ou encore du social pourraient s'en trouver affectés: l'engagement bénévole dans ces secteurs pourrait diminuer et des métiers mal rémunérés dans les soins pourraient se développer. Au final, l'initiative affaiblit l'engagement bénévole plutôt que de le stimuler: pour s'installer dans la durée le bénévolat doit être libre et non contraint.

Contre-projet rejeté par le camp bourgeois

Plutôt que de contraindre les individus, le PS propose de leur donner davantage d'autonomie et de liberté dans leur emploi du temps. Le contre-projet indirect du PS Suisse, hélas rejeté par la majorité de droite du Conseil national, visait une réduction du temps de travail hebdomadaire, sans baisse de salaire, afin de permettre à chacun-e de disposer de plus de

temps pour l'engagement. En redistribuant plus équitablement le temps entre travail et vie privée, on favorise un engagement volontaire et durable, tout en renforçant le tissu associatif et bénévole.

Parce qu'elle est contre-productive, paternaliste, se limite aux Suisses et s'en prend aux droits fondamentaux, le PS vaudois recommande de rejeter l'initiative «Pour une Suisse qui s'engage». Nous continuerons de nous battre pour des solutions modernes et progressistes, comme la réduction du temps de travail, qui répondent aux aspirations de la population et favorisent l'engagement. **Le PSV vous invite à voter NON à l'Initiative «Pour une Suisse qui s'engage» (initiative service citoyen).**

■ TAMINA WICKY

Convaincre dans les campagnes

communales Quatre mois séparent les 300 communes vaudoises des élections communales. Le PSV appréhende cette prochaine échéance avec un défi en tête: convaincre dans les campagnes.

« Dans le canton, la gauche est bien implantée dans les villes. Mais dès qu'on entre dans les campagnes, c'est PLR de génération en génération » constate Éric Fatio, membre du Comité directeur du PSV, co-président de la section du Pays-d'Enhaut et président de la commission agricole. Mais d'où vient cette situation ?

Les remontées de terrain des sections PS vaudoises, réunies dans des régionales, à Aigle, Broye-Vully, le Gros-de-Vaud, le Nord vaudois, Lausanne-Romanel, Lavaux-Oron, Morges, Nyon, l'Oust lausannois, et Riviera – Pays-d'Enhaut, permettent d'en avoir une idée claire: la gauche, dans les campagnes, est perçue comme à rebours des enjeux locaux.

Pour Robert Tye, vice-président du PSV, « la campagne et la ville partagent des enjeux communs: prix des loyers, primes maladie, places en crèches, retraites. Sur ces sujets, les socialistes agissent. Mais il y a aussi des enjeux spécifiques sur lesquels il faut savoir expliquer notre vision des campagnes. »

Pour renforcer les services publics dans nos campagnes

Sur le terrain, le PSV s'oppose systématiquement aux

coupes budgétaires imposées par la droite. Leur conséquence est connue: le recul des services dans nos communes. Dernier exemple en date: les baisses budgétaires annoncées par le Conseil d'État vaudois menaçant des établissements de santé tels que ceux de la Vallée de Joux et du Pays-d'Enhaut. Hier, c'étaient les offices postaux. Demain ce seront nos écoles.

À gauche, l'approche vers une situation budgétaire stable et des services publics renforcés consiste au contraire en une plus juste participation à l'impôt, notamment des grandes fortunes. Une position visiblement peu partagée par la droite, quelques mois après l'affaire Dittli et les cadeaux fiscaux octroyés aux grandes fortunes du canton.

Pour une agriculture rémunératrice et locale

« Notre vision est celle d'une agriculture qui rémunère convenablement ses travailleurs-euses, qu'ils et elles soient patron-nes ou employé-es et non les grands patrons et les actionnaires de l'industrie agroalimentaire soutenus par la droite » rappelle Éric Fatio.

C'est l'esprit des prises de position des socialistes, à l'instar de Stéphane Montanero au Grand Conseil vaudois,



À gauche, Eric Fatio, membre du Comité directeur du PSV, en charge de la commission agriculture et co-président de la section Pays-d'Enhaut. À droite, Robert Tye, vice-président du PSV et président de la régionale du Gros-de-Vaud. ©PSV



qui pointe les marges réalisées sur le dos des producteurs. La création d'un Observatoire des marges, engagée par la gauche, est une mesure concrète vers plus de transparence.

Plus largement, l'amélioration du pouvoir d'achat, pour lequel le PSV se bat constamment, est nécessaire pour que les vaudois-es puissent consommer local, à des prix rémunérateurs. Un pouvoir d'achat dont le niveau va encore baisser pour la majorité de nos concitoyen-nes. En dépit de ce que prétend la droite, les diminutions d'impôts qu'elle a soutenues, comme la suppression de la taxe sur la valeur locative, profitent surtout aux plus aisés. Il faudra les compenser par une hausse d'impôts des classes moyennes.

« C'est en avançant vers une agriculture rémunératrice, qui ne se résume plus à une course à la productivité intensive, que d'autres propositions seront comprises par le monde agricole, telle qu'une meilleure régulation de l'usage de produits phytosanitaires » explique Éric Fatio.

Pour un aménagement du territoire cohérent

Aujourd'hui préoccupées par le zonage des territoires, les communes doivent pouvoir avancer vers un avenir où le

mode de vie des campagnes, le développement durable, et les intérêts locaux sont préservés de manière complémentaire.

Le PSV défend des mesures garantissant aux communes les moyens de construire les campagnes de demain. Les coopératives d'habitation, et le renforcement du droit de préemption visent à éviter que des géants immobiliers ne se dressent en faiseurs de prix, et que l'aménagement du territoire ne leur soit réservé.

Selon Robert Tye, « les campagnes connaissent de nombreux enjeux dont le PSV a conscience grâce aux militant-es présent-es sur le terrain: les mobilités, la professionnalisation du travail communal qui pousse aux fusions de communes, l'augmentation du nombre d'habitant-es qui cherchent notamment des loyers plus abordables... Sur tous ces sujets, le projet des socialistes est celui des gens. C'est nous qui défendons l'immense majorité des vaudois-es. L'enjeu, c'est d'arriver à l'expliquer et à dépasser la victoire idéologique de la droite dans nos territoires. »

Le PSV en est convaincu: le travail politique vers des campagnes de gauche commence ici.

■ LOUIS MATHIEU

Zohran Mamdani à New York – Un **maire** pour la classe ouvrière

usa Les élections à la mairie de la plus grande ville des USA ont entamé un changement de cap! Le programme de Mamdani, de gauche et ambitieux, est loin des habitudes de la première puissance économique mondiale. **Et cela a porté ses fruits!**

Pour que la gauche américaine reprenne des couleurs, elle a besoin d'un programme... de gauche, et pas de mesurètes de façade. C'est donc sans lésiner sur les sujets qui l'indignent que ce trentenaire issu de l'immigration et diplômé en études afro-américaines s'est présenté à la mairie de New York.

L'establishment en panique

Lors d'un entretien sur NBC, il affirmait qu'il ne faudrait plus de milliardaires mais de l'égalité, s'octroyant les foudres de l'establishment. Si l'aile gauche de son parti l'a soutenu, notamment Bernie Sanders, Zohran Mamdani est non seulement qualifié de communiste par Trump mais aussi d'antisémitisme par son rival à la primaire

démocrate, Andrew Cuomo, en raison de son soutien au peuple palestinien.

Ce large pan du spectre politique, inquiet de voir résurger des thématiques fiscales et de services publics qu'il pensait enterrées, a réagi à la candidature de Mamdani à coups de discrédit et de diffamation, par des tribunes dans des journaux tels que le New York Times, des pressions au sein du Parti démocrate, des levées de fonds pour d'autres candidat-es et une pétition. Au total, c'est plus de 22 millions de dollars, pour la plupart illégaux, qui auraient été engagés contre lui.

Une campagne tant ambitieuse qu'audacieuse

Le Démocrate porte un credo simple mais ambitieux: rendre New York abordable. Parmi les

mesures proposées: le gel des loyers régulés, des bus gratuits et plus rapides et la création d'un réseau d'épicerie municipales axées sur le maintien de prix bas et non sur le profit. Côté fiscalité, la hausse du taux d'imposition des sociétés pour l'aligner sur les 11,5% du New Jersey, générant ainsi 5 milliards de dollars et un impôt fixe de 2% pour le 1% de New-Yorkais-es qui gagne plus d'1 million de dollars par an.

Si le **futur maire** a gagné une telle notoriété, c'est aussi par son identité visuelle et sa campagne audacieuse sur les réseaux sociaux. En tant que graphiste, je soulignerais la flexibilité et le caractère inédit et chaleureux des lettrages et des tons ancrés dans l'imagerie de la ville. Ses mises en scène prospectives et humoristiques

sur les réseaux sociaux ont aussi permis de parler à un public lassé des campagnes policées.

Il a gagné!

Ce besoin d'air frais s'est confirmé dans les urnes, puisque Mamdani a remporté l'élection le 4 novembre, malgré une campagne semée d'embûches. Il deviendra maire le 1^{er} janvier prochain.

■ SIMON SCHÖNMANN



Stand de Mamdani à Harlem, le 1er novembre 2025 ©Simon Schönmann

Trump Portier-Videur de l'ONU

onu En septembre, la 80^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies a réuni ses 193 membres à New York.

Le thème devait être «Mieux ensemble: plus de 80 ans au service de la Paix, du Développement et des Droits Humains». Après les discours du Secrétaire Général António Guterres et de la Présidente de l'AG, Annalena Baerbock, la tradition depuis 1955 réserve le premier discours au Président du Brésil. Luís Ignacio Lula da Silva a fait un discours rassembleur, valorisant le rôle de l'ONU et du multilatéralisme, pour la paix, la transition climatique, les droits humains

et contre la faim. La majorité des pays représentés ont jugé nécessaire de renforcer l'ONU et ses Institutions dans la recherche du bien-être général des peuples et la paix. Le discours de Trump était très attendu, mais le malaise ne s'est fait pas attendre puisqu'il s'est comporté comme le patron et videur de l'ONU en refusant des visas d'entrée aux USA à la Délégation Palestinienne, au Ministre brésilien de la Santé, et à des délégué-es du Venezuela, Bolivie, Russie. Il a

suspendu le visa du Président Colombien Petro. La sécurité n'a pas été garantie pour Lula, qui a été interpellé par Eduardo Bolsonaro, fils de l'ancien président d'extrême-droite et ami de Trump, condamné à 27 ans de prison pour coup d'état. Donald Trump avait imposé 50% de taxes aux exportations brésiliennes afin de faire pression sur la Cour Suprême Brésilienne et aussi appliquer des sanctions contre des Juges Fédéraux. Il a aussi violé l'esprit de l'ONU, qui a le Droit de

réunir librement les délégué-es des 193 pays représentés en toute sécurité. Un affront aux pays du monde entier. Son discours de 55 minutes, a compris plus de 35 minutes sur l'immigration, le négationnisme climatique et la critique des énergies renouvelables. Une grossière ingérence auprès des pays membres.

On peut déplorer que l'ONU siège dans un pays dominateur et non dans un pays neutre et respectueux de ses membres.

■ NÉLSON SERATHIUK

Pour un canton de Vaud qui protège les plus vulnérables et les droits humains



grand conseil Les renvois forcés dans le canton de Vaud suscitent une inquiétude croissante, en particulier au sein des associations et organisations engagées

dans le domaine de la migration. Depuis plusieurs années, on observe un durcissement des pratiques en matière d'asile ainsi que des conditions de renvoi. Cela se traduit par des interventions très éprouvantes: des familles parfois réveillées à l'aube, des enfants arrachés à leur école, et des personnes fragilisées ou malades contraintes de quitter le canton dans des conditions traumatisantes. Il se traduit aussi par l'absence de prise en considération des impératifs de continuité des soins. Ce paradoxe est alarmant: alors que le canton revendique une tradition humaniste, il inflige dans les faits des souffrances considérables à ceux et celles qui sont déjà en situation de vulnérabilité. Le groupe socialiste est intervenu à plusieurs reprises pour questionner ces pratiques.

Au cours de la dernière année, le nombre de vols spéciaux accompagnés par la police

a presque doublé, passant de 32 à 55. Sur la même période, le renvoi de familles avec enfants a triplé. Ces missions ne sont pas seulement éprouvantes pour les personnes concernées, mais aussi pour les fonctionnaires chargés de les exécuter, qui témoignent d'une fatigue extrême et d'une démoralisation face à la répétition de ces interventions.

Devant cette situation préoccupante, une quarantaine d'organisations et plus de 130 personnalités vaudoises ont lancé un Appel pour un canton de Vaud qui protège les plus vulnérables et les droits humains. Cet appel, officiellement déposé ce mois auprès du Conseil d'État, vise à rappeler la nécessité de protéger les personnes les plus fragiles et à promouvoir une application plus humaine de la politique d'asile. Les signataires demandent explicitement au canton de renoncer aux renvois forcés pour les familles avec enfants, les personnes dont la santé serait menacée par un renvoi, ainsi que toute personne en situation de vulnérabilité.

Cette mobilisation s'inscrit dans un contexte de durcissement de la politique cantonale. Alors que Vaud était

auparavant critiqué pour une approche plus humaine, le Canton applique désormais des mesures beaucoup plus strictes. Si la Confédération, via le Secrétariat d'État aux migrations, définit le cadre légal, le Conseil d'État dispose d'une marge de manœuvre pour organiser les renvois dans le respect des droits fondamentaux.

Cette question soulève un enjeu essentiel: quelles sont les valeurs que le canton de Vaud souhaite incarner? Les renvois forcés touchent des enfants, des familles et des personnes vulnérables, mettant en péril leur dignité, leur santé et leur bien-être. Les méthodes employées peuvent avoir des répercussions durables sur leur développement personnel, leur intégration et leur équilibre psychologique.

L'Appel, déjà signé par près de 3000 personnes, s'inscrit dans une double logique: préserver la dignité et la santé des personnes concernées, et rappeler que la mise en œuvre de la politique d'asile est aussi un choix politique et éthique.

■ JULIEN EGGENBERGER VICE-PRESIDENT DU GROUPE SOCIALISTE AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

Soutenez le travail de Pages de gauche!

Pages de gauche est rédigé par une équipe militante, composée de membres de partis, associations et syndicats. Loin de tout sectarisme, le journal a comme boussole l'idée que le socialisme doit être démocratique pour être véritablement socialiste et que la démocratie doit être socialiste pour être vraiment démocratique.

Chaque trimestre, Pages de gauche propose un dossier qui apporte un éclairage original sur les sujets politiques d'aujourd'hui, un aperçu des discussions d'opinions et une lecture critique de l'actualité politique.

La presse d'opinion vit des

heures difficiles, il est d'autant plus important de soutenir Pages de gauche, alors que la «grande presse», attaquée de toutes parts, se fait frileuse sur le plan des positions politiques. Il manque toujours quelque chose à une presse d'information qui ne serait pas accompagnée d'une presse d'opinion variée et tranchante.

Table ronde le 2 décembre

Depuis la fin de la Covid, les partis bourgeois et les économistes traditionnels répètent que la parenthèse interventionniste est close. L'économie privée avait dû être aidée en masse par les pouvoirs publics. Mais aujourd'hui, les dépenses

de l'État devraient être réduites au strict minimum pour rester compétitif. Notre conférence «Austérité: l'idéal du taudis» reviendra sur le retour à un Zeitgeist que la gauche espérait ne pas revoir si tôt. D'où vient ce nouveau mouvement austéritaire globalisé? Et surtout, que menace-t-il?

Rendez-vous le 2 décembre à 19h à l'espace Dickens à Lausanne avec Aniko Fehr, historienne, Cora Antonioli, présidente du SSP Vaud et Luzian Franzini secrétaire général VERT-E-S suisses.

JE M'ABONNE À PAGES DE GACUHE EN SCANNANT LE QR CODE



Retour sur le Repas de la Rose



**MERCI À SAMUEL DE VARGAS
POUR LES PHOTOS!**

Lara Martelli

portrait Née à Lausanne, mais d'origine italienne et de Leysin, elle revient de Paris, où elle a passé cinq ans à l'Institut Jacques Delors, pour prendre le poste de secrétaire générale du PSV.



Lara Martelli est la nouvelle secrétaire générale du PSV

Ce qu'il y a de bien avec Lara Martelli, c'est qu'elle n'a pas la langue dans sa poche. Celle qui succède à Andrea Münger au poste de secrétaire générale du PSV raconte avec plaisir et enthousiasme son parcours de vie, celui de sa famille aussi. Son grand-père paternel est arrivé d'Assise, en Ombrie, comme saisonnier dans les années 60. «Il est d'abord venu seul puisqu'il ne pouvait pas prendre sa famille avec lui, explique-t-elle. Puis ma grand-mère l'a rejoint et un peu plus tard mon père, qui était alors enfant. Ils se sont installés là, mon père a grandi, s'est marié et je suis née à Lausanne en 1992.»

Dès sa petite enfance, Lara Martelli a baigné dans le

socialisme car dans la famille de sa mère, on était engagé dans le parti. «Ma grand-mère maternelle, Michelle Tauxe-Jan, a été membre du Conseil communal à Lausanne dans les années 90 et l'a même présidé en 2000», précise sa petite-fille. Avec Lara, la pomme n'est pas tombée loin de l'arbre car très rapidement, elle s'est engagée dans le parti. «J'ai adhéré en 2008, à l'âge de 16 ans, continue-t-elle. J'étais membre de la Jeunesse socialiste, dont j'ai été la co-secrétaire pendant mes années d'université. C'était au moment où la JS suisse a lancé son initiative «1:12-pour des salaires équitables». Ce fut une belle expérience d'être au cœur de cette campagne pour la récolte des signatures. En 2015, j'ai

également été secrétaire du PS Renens.»

A Canterbury le 9 février 2014

A l'université, Lara Martelli a fait des études en sciences politiques. «J'étais en année Erasmus à Canterbury au moment de la votation du 9 février 2014 contre l'immigration de masse, relève-t-elle. On se demandait si on allait nous prier de rentrer en Suisse, mais ça n'a pas été le cas. Après, j'ai entrepris des études européennes à Fribourg, ce qui m'a permis de passer un temps à l'Université Libre de Belgique à Bruxelles. Je me suis intéressée de plus près à la diplomatie et j'ai eu la chance d'effectuer un stage à la Mission suisse

la vie parisienne, avec ses qualités et ses défauts. Mon logement était proche de la place de la République, au 5e étage sans ascenseur, alors des manifestations, j'en ai vues, sans pour autant que je m'y mêle forcément. Lors des législatives de 2022, je me suis un peu engagée pour le candidat de gauche de ma circonscription.»

Cinq ans après, voilà Lara Martelli de retour dans la vie vaudoise. «Même si j'aimais beaucoup mon travail à Paris, j'avais envie de me réengager dans la vie politique vaudoise. Alors, ce poste de secrétaire générale du parti me convient parfaitement et mon expérience parisienne dans un institut européen me donne une ouverture intéressante. Une

«Mon expérience à l'Institut Jacques Delors à Paris a été très enrichissante» Lara Martelli

auprès de l'Union européenne à Bruxelles.»

En 2019, Lara Martelli semblait suivre la voie de sa grand-mère comme conseillère communale à Lausanne, mais les hasards de l'existence l'ont fait bifurquer vers Paris. «En 2020, je cherchais un emploi et c'est à Paris que je l'ai trouvé comme responsable de la communication et des relations médias à l'Institut Jacques Delors, dit-elle. Cela n'avait rien à voir avec la diplomatie, il n'empêche que l'expérience a été très enrichissante. J'ai aussi beaucoup aimé

des tâches importantes sera celui de la communication à mon sens. Comme il y a moins de moyens pour les médias traditionnels, la population et le débat démocratique sont impactés et cela pose problème.»

■ BERNARD MOREL